

ASSEMBLÉE NATIONALE

24 septembre 2010

IMMIGRATION, INTÉGRATION ET NATIONALITÉ - (n° 2814)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 62

présenté par
M. Pinte et Mme Hostalier

ARTICLE 33

À la dernière phrase de l'alinéa 20, substituer au mot :

« quarante-cinq »

le mot :

« vingt ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le juge des libertés et de la détention, saisi par l'administration dans le cadre d'une demande de prolongation du maintien en rétention, peut ordonner l'assignation à résidence d'un étranger pour une durée maximale de 20 jours (durée de prolongation du maintien en rétention prévue à l'article 41 du texte).

Par conséquent, une mesure administrative, particulièrement contraignante pour l'étranger et portant atteinte à sa liberté d'aller et venir, ne doit pouvoir excéder, dans sa durée, une décision prononcée par un magistrat.